

*Pouvoir d'emprunt*

la grandeur du pays. Je ne me soucie pas de savoir d'où vient le capital. Ce dont je me soucie, c'est qu'une fois ici il soit contrôlé par des Canadiens et qu'il profite à tous les Canadiens.

Voilà ce que nous aimerions voir au budget, monsieur le Président, et le plus tôt sera le mieux, non seulement pour la Chambre mais pour tous les Canadiens.

**M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich):** A l'occasion d'un débat comme celui-ci, monsieur le Président, il importe au plus haut point que nous nous mettions d'accord sur certains principes fondamentaux. Le premier de ces principes que nous devons retenir, c'est que quiconque emprunte s'endette. Emprunter, c'est tout simplement s'endetter. C'est un principe que le gouvernement semble avoir oublié. C'est la réalité que nous ne devons pas perdre de vue au cours du présent débat. Emprunter, c'est s'endetter. Celui qui dispose de suffisamment de revenus n'a pas besoin de s'endetter, et tout est pour le mieux. Mais celui qui s'engage au-delà de ses moyens doit emprunter un jour ou l'autre. C'est aussi simple que ça. C'est une réalité que tous les chefs de famille et tous les particuliers qui travaillent pour gagner leur vie doivent accepter. Ils devront vraisemblablement s'adresser à la banque pour acheter leur maison, mais ils savent qu'ils devront rembourser l'argent qu'ils empruntent. Ce qui nous amène à nous demander pourquoi il en serait autrement des gouvernements, monsieur le Président. Pourquoi les gouvernements se comporteraient-ils différemment? C'est vrai que dans certaines limites ils doivent pouvoir jouir d'une certaine marge de manœuvre quand ils doivent emprunter en cas d'urgence. Les gouvernements doivent jouir de cette liberté. Tous les citoyens et les contribuables le reconnaissent. Il est difficile de définir les limites et je ne suis pas sûr qu'on puisse le faire, mais il faut surveiller la situation de près.

● (1710)

Quand nous examinons les dépenses de l'État depuis dix ou 15 ans, nous constatons qu'elles augmentent constamment. Vers 1968-1969, le budget était équilibré mais, depuis lors, notre dette augmente. Les chiffres sont cités dans les publications du gouvernement. En 1977-1978, il fallait consacrer 5.56 millions de dollars ou 12.6 p. 100 du budget au service de la dette existante. A l'heure actuelle, il faut consacrer plus de 20 p. 100 du budget au service de cette dette. La somme nécessaire est passée de 5.5 millions en 1977 à 18.5 millions aujourd'hui.

Le gouvernement ne tient pas compte des principes fondamentaux d'une bonne gestion. Si nous nous endettons au-dessus de nos moyens, nous sommes incapables alors d'établir un budget. Nous devons fixer des limites.

Je voudrais vous citer des chiffres tirés du *Financial Times*, livraison du 28 février. Un article à la une révèle dans quelle mesure le Canada a accru la dette fédérale nette. L'auteur de l'article signalait que, d'ici quatre ans, le gouvernement aura plus que doublé la dette fédérale nette qui s'élevait à 68.6 milliards de dollars en 1980. La dette totale accumulée depuis la Confédération, c'est-à-dire de 1867 jusqu'à 1980, s'élève à 69 milliards de dollars. Du train où vont les choses, d'ici quatre ans, la dette accumulée s'élèvera à 152 milliards de dollars. Elle aura triplé en bien peu de temps.

Il s'agit là de sommes qui ne représentent rien pour la plupart des gens. Lorsque je suis intervenu à l'étape de la deuxième lecture de ce projet de loi, j'ai essayé de faire comprendre aux Canadiens l'importance des emprunts demandés dans cette mesure. J'ai une autre idée qui sera peut-être plus accessible à la plupart des gens. Nous suivons tous le football et nous savons que le terrain fait 110 verges de long sur 65 de large. Si l'on couvrirait ce terrain de billets de \$1, il faudrait 1 million de dollars. Les billets pourraient dépasser peut-être un petit peu sur les bords. Mais un million de billets de \$1 couvriraient plus ou moins le terrain de football. Si l'on a des paquets de mille billets de \$1 et qu'on les empile, il faudra 1 milliard de dollars pour couvrir tout le terrain sur une épaisseur de quatre pouces, et 3 milliards de dollars ou trois millions de fois \$1,000 pour le couvrir sur une épaisseur d'un pied. Le gouvernement demande 19 milliards de dollars, ce qui représente suffisamment de billets pour couvrir un terrain de football sur une épaisseur de six pieds quatre pouces. Voilà l'ampleur des sommes demandées par le gouvernement dans la mesure à l'étude. Le montant de l'emprunt est plus facile à comprendre, exprimé de cette façon.

Les députés d'en face demandent toujours aux députés de notre parti dans quels secteurs ils seraient prêts à effectuer des réductions de dépenses. Le vérificateur général a fait une excellente étude des dépenses mais, bien entendu, nous en entendons parler après-coup. Quelqu'un a déjà parlé des 1.7 milliard de dollars consacrés à l'achat d'une chaîne de stations-service. Les Canadiens n'ont pas eu plus de pétrole à leur disposition pour autant. La société qui a acheté Petrofina pour 1.7 milliard de dollars paye aujourd'hui \$18,000 par jour, et elle va payer la même somme pendant huit mois, pour louer un édifice vide à Calgary. Cela représentera au total 4,300 millions de dollars pour un espace vide.

Voilà dans quel secteur on pourrait effectuer des compressions, monsieur le Président. Je pourrais vous en citer des milliers d'autres si vous me donniez encore une dizaine ou une vingtaine de minutes mais je vois que vous êtes sur le point de vous lever pour donner la parole à quelqu'un d'autre et je vous remercie d'avoir eu l'obligeance de m'accorder ces dix minutes.

[Français]

**M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth):** Monsieur le Président, depuis que j'ai parlé sur ce projet de loi, j'ai écouté attentivement ce qu'ont dit mes collègues de l'opposition officielle, parce que je crois que ces 19 milliards de dollars sont tellement importants pour les Canadiens qu'ils doivent être débattus dans les deux langues officielles de notre pays, et voilà pourquoi je désire aujourd'hui m'adresser à la Chambre en français. Venant du Sud de l'Ontario, on comprendra que mon français laisse un peu à désirer. Cependant, avec la collaboration de mes collègues, comme le député de Vancouver-Centre (M<sup>lle</sup> Carney), celui de Calgary-Centre (M. Andre), celui de Perth (M. Jarvis) et celui de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), je serai capable d'expliquer dans l'autre langue officielle, et ce à tous les Canadiens de toutes les régions, pourquoi nous, du côté de l'opposition, nous parlons et voterons contre cette autorisation d'emprunter 19 milliards de dollars.